

Programme d'évaluation du PME au niveau des pays

Lot 5, pays 15 : Bangladesh

RÉSUMÉ EXÉCUTIF | JANVIER 2020



A network diagram with several grey circular nodes connected by thin grey lines. The nodes are arranged in a roughly triangular shape, with a central node connected to many other nodes. A semi-transparent grey rectangular box is overlaid on the right side of the diagram, containing text. A solid blue horizontal bar is at the bottom of the page.

Copyright © Universalia 2019, tous droits réservés

Groupe de gestion Universalia
245, avenue Victoria, bureau 200
Westmount, Montréal (Québec)
Canada H3Z 2M6

www.universalia.com

Résumé exécutif

Objectif et méthodologie de l'évaluation

La présente évaluation s'inscrit dans le cadre d'une étude plus vaste du Partenariat mondial pour l'éducation, laquelle comporte 30 évaluations au niveau des pays et se déroule sur une période de trois ans, de 2017 à 2020. Elle cherche à évaluer i) les contributions du Partenariat mondial pour l'éducation au renforcement des systèmes d'éducation et, finalement, ses contributions aux résultats éducatifs dans le domaine des apprentissages, de l'équité et de l'inclusion, et donc ii) la pertinence, l'efficacité et l'efficacé de la théorie du changement du Partenariat et de son modèle opérationnel au niveau des pays. L'évaluation repose sur une méthodologie de recherche mixte en sciences sociales fondée sur une théorie, connue sous le nom d'analyse des contributions.

L'évaluation au niveau du pays pour le Bangladesh a été réalisée entre mai et août 2019 et couvre le soutien du Partenariat mondial pour l'éducation de 2015 à 2019. Elle s'appuie sur une étude de documents, de bases de données et de littérature, ainsi que sur des consultations menées auprès de 53 parties prenantes gouvernementales, multilatérales, bilatérales et non gouvernementales au Bangladesh.

L'éducation au Bangladesh

Le Bangladesh, un pays d'Asie du Sud, a obtenu son indépendance en 1971. En 2019, sa population atteignait approximativement 168 millions de personnes, dont 34 pour cent âgées de moins de 15 ans. En 2015, le Bangladesh a atteint le statut de pays à revenu moyen inférieur et en 2017-2018 sa croissance annuelle atteignait 7,9 pour cent. Environ 24 millions de personnes continuent à vivre en deçà du seuil de

pauvreté. De profondes disparités socio-économiques entre les districts et entre les zones rurales et urbaines sont exacerbées par l'exposition du pays aux catastrophes naturelles et le déplacement de populations de pays voisins.

Le système éducatif du Bangladesh est régi par deux ministères : le ministère de l'Éducation primaire et de masse (MoPME) et le ministère de l'Éducation (MoE). Le gouvernement du Bangladesh, qui assure une éducation de base et obligatoire jusqu'à la 5^e année, a inclus depuis peu dans ce programme une année d'éducation préscolaire. En 2018, près de 31,3 millions d'enfants (plus de 50 % de filles) sont scolarisés, du niveau préscolaire à secondaire.

La planification sectorielle au niveau sous-sectoriel est menée par des organismes relevant du MoE et du MoPME. Des programmes sous-sectoriels existent depuis 2019 pour l'enseignement préscolaire et primaire (PEDP), secondaire (SEDP) et tertiaire (HESP). Le gouvernement du Bangladesh n'a toujours pas développé un plan sectoriel de l'éducation (PSE) complet, mais quand le Bangladesh s'est joint au Partenariat mondial pour l'éducation en 2015, ce dernier a accepté de considérer le programme de développement de l'enseignement primaire (2011-2017 PDEP-3) comme s'il s'agissait d'un PSE.

Le Partenariat mondial pour l'éducation au Bangladesh

Le Bangladesh est représenté au sein du conseil d'administration du Partenariat mondial pour l'éducation par le groupe constitutif de l'Asie et du Pacifique. Depuis qu'il s'est joint au Partenariat mondial pour l'éducation en 2015, le Bangladesh reçoit quatre formes de financement de la part du Partenariat : pour la préparation d'un plan sectoriel de l'éducation (ESPDG), pour la préparation du programme (PDG), pour la mise

en œuvre du programme sectoriel de l'éducation (ESPIG) et du financement accéléré en réponse à la situation d'urgence des réfugiés rohingyas.

La présente évaluation porte sur le soutien du Partenariat mondial pour l'éducation envers le PDEP-3 après sa révision de 2015, la situation d'urgence des réfugiés rohingyas et les efforts récemment mis en œuvre récemment dans le but d'élaborer un PSE complet. Cette évaluation coïncide avec l'ESPIG 2015-2017 (100 millions de dollars américains), qui a été offert en appui au PDEP-3 révisé, au financement accéléré de 2018-2020 (8,33 millions de dollars américains) et au ESPDG de 2019 afin de préparer la toute première analyse sectorielle de l'éducation (ASE) et un PSE complet. La Banque mondiale, à titre d'agent partenaire pour l'ESPIG 2015-2017, a également reçu du financement pour la préparation du programme (PDG) en 2015.

Contribution du Partenariat mondial pour l'éducation à la planification sectorielle

État de la planification sectorielle au Bangladesh, 2015-2019

Dans le secteur de l'enseignement préscolaire et primaire, le PDEP-3 révisé est de bonne qualité, conformément aux normes du Partenariat mondial pour l'éducation pour les plans sectoriels de l'éducation et de l'évaluation indépendante. L'élaboration du plan s'est fondée sur des preuves et a été pilotée par l'État. Les processus de planification étaient participatifs dans le cadre du PDEP-3, mais les possibilités de participation pour la société civile ont été limitées lors des cycles de planification ultérieurs (PDEP-4). Rien n'indique que les acteurs gouvernementaux locaux des upazilas (sous-districts) et (ou) des districts ont, jusqu'à présent, pris part aux activités de planification de l'enseignement primaire.

Traditionnellement, le gouvernement du Bangladesh ne s'adonne pas à des exercices de planification dans l'ensemble du secteur, s'en remettant plutôt à la planification sous-sectorielle. En 2019, grâce au soutien de l'UNESCO, le gouvernement du Bangladesh a pris des mesures pour préparer son tout premier PSE complet ainsi qu'une ASE. Le peu de coordination entre les sous-secteurs, les différents niveaux de maturité de planification sous-sectorielle, de même que l'intérêt accordé à un PSE complet et ce qui est compris d'un tel plan représentent des défis majeurs.

Contributions du Partenariat mondial pour l'éducation

Au cours de la période considérée, les contributions du Partenariat mondial pour l'éducation dans le domaine de la planification sous-sectorielle ont été limitées, étant donné que le PDEP-3 avait déjà été rédigé au moment où le Bangladesh s'est joint au Partenariat. Le processus d'examen de la qualité du Partenariat mondial et l'évaluation indépendante ont permis d'obtenir une rétroaction, mais celle-ci n'a donné lieu à aucun changement apporté au programme. Durant la préparation du PDEP-4, l'État a choisi de ne pas suivre les normes de qualité du Partenariat mondial pour l'éducation et de l'IIPE pour les PSE. Par conséquent, le processus d'examen de la qualité du Partenariat mondial pour l'éducation n'a pu être véritablement établi.

Les activités de plaidoyer du Secrétariat et du conseil d'administration du Partenariat, ainsi que l'ESPDG et l'UNICEF, à titre d'agence de coordination, ont participé à la préparation de la première ASE et du premier PSE complet du Bangladesh en 2019. La nouvelle allocation-pays maximum de 53,9 millions de dollars américains du Partenariat mondial pour l'éducation s'est révélée un important incitatif. Bien que cette allocation représente une étape importante pour le pays, les parties prenantes se sont inquiétées des délais serrés et des difficultés contextuelles

liées à la réalisation d'une planification la qualité à l'échelle du secteur.

Le Secrétariat et le directeur général du Partenariat mondial pour l'éducation, le président du conseil d'administration du Partenariat et l'agence de coordination ont adopté une approche proactive en plaidant pour la réaffectation des fonds non utilisés de l'ESPIG 2015 au soutien d'initiatives en éducation pour répondre à la situation de crise des réfugiés rohingyas. Le fonds accéléré du Partenariat mondial pour l'éducation 2018-2020, établi lors de cette réaffectation, a démontré la souplesse et la rapidité de réaction du modèle de planification du Partenariat dans des situations d'urgence.

Ce que cela signifie pour le Partenariat mondial pour l'éducation

Le cas du Bangladesh illustre les limites de l'influence du Partenariat mondial pour l'éducation sur la planification sectorielle dans un pays où les capacités nationales de planification et de coordination des partenaires de développement sont élevées et où les pratiques de planification sont anciennes. Bien que le modèle traditionnel du Partenariat mondial pour l'éducation se doit d'inclure un PSE national, les leçons tirées des PDEP-3 et 4 menés au Bangladesh permettent de conclure que des plans sous-sectoriels bien conçus peuvent être tout aussi efficaces. Les conditions du Partenariat mondial pour l'éducation, imposant un PSE complet comme préalable à tout financement additionnel, ne semblent pas faire l'unanimité au sein du gouvernement et parmi les bailleurs de fonds partenaires. Malgré les avantages attendus d'une association avec le Partenariat mondial pour l'éducation et d'un PSE complet, le Partenariat doit faire preuve d'un certain niveau de souplesse à la fois pour intégrer des pratiques anciennes et relever les aspects à améliorer.

Contribution du Partenariat mondial pour l'éducation au dialogue et au suivi sectoriels

État du dialogue et du suivi sectoriels au Bangladesh

Le Bangladesh avait déjà mis en place des mécanismes de suivi et de dialogue pour les secteurs préscolaire et primaire dans le contexte du PDEP-3. Plusieurs forums de dialogue ont permis d'assurer une coordination efficace aussi bien des partenaires de développement, du gouvernement du Bangladesh et de la société civile qu'entre ces derniers. Par contre, dans le cadre du PDEP-4, le dialogue est devenu moins participatif, en raison d'une inclusion réduite de la société civile. Le PDEP-3 comprenait de solides mécanismes de suivi sur la base de rapports établis périodiquement et des mesures de suivi, grâce à des missions de revues annuelles conjointes et à des rencontres de consultation conjointe semestrielles. On a relevé des lacunes dans le suivi des indicateurs de résultats.

La pertinence du dialogue sectoriel qui, par le biais du groupe consultatif local sur l'éducation (ELCG), jouait habituellement un rôle secondaire dans les mécanismes de dialogue sous-sectoriel, a pris de l'importance face à la situation d'urgence des réfugiés rohingyas et dans le cadre de la préparation des requêtes de financement auprès du Partenariat mondial pour l'éducation. Le système d'information pour la gestion de l'éducation (SIGE) est dispersé parmi les sous-secteurs. Le rapport annuel sur les statistiques de l'éducation au Bangladesh offre un aperçu consolidé des données pour les sous-secteurs. Malgré une amélioration des méthodes de collecte de données, des difficultés demeurent sur le plan de la capacité en ce qui a trait au contrôle décentralisé (au niveau du district et des sous-districts) et à l'analyse des données.

Contributions du Partenariat mondial pour l'éducation au dialogue et au suivi sectoriels

Il n'existe aucune preuve, aux niveaux préscolaire et primaire, que le Partenariat mondial pour l'éducation a contribué au renforcement du dialogue et des mécanismes de suivi dans le cadre du PDEP-3. Cette constatation résulte principalement de l'approche conjointe et harmonisée mise en place pour le PDEP-3. Les parties prenantes ont été sensibles au plaidoyer du Secrétariat pour favoriser des partenariats plus efficaces entre le gouvernement et les ONG et un engagement de la part de la société civile aux côtés des ONG et des OSC. Il n'a malheureusement pas entraîné de changement perceptible dans la façon de faire du gouvernement du Bangladesh. Sur le plan du dialogue sectoriel, le processus d'attribution de financements de l'ESPIG 2015-2017, de l'ESPDG 2019 et du fonds accéléré 2018-2020, soutenu par l'agence de coordination, a permis d'accroître temporairement la pertinence du groupe consultatif local sur l'éducation (ELCG) et de son niveau de consultation auprès d'un grand nombre d'acteurs du domaine de l'éducation.

Ce que cela signifie pour le Partenariat mondial pour l'éducation

Les leçons tirées du Bangladesh permettent de croire que, dotés d'une capacité et d'une volonté suffisantes au niveau national et avec le soutien de partenaires de développement, les pays peuvent élaborer leurs propres modèles de dialogue et de suivi en cas d'absence de soutien financier direct et de soutien non financier du Partenariat mondial pour l'éducation. Le Partenariat aurait pu, par contre, se concentrer sur les limitations de connaissances à l'échelle du système, y compris sur la faiblesse des capacités en matière d'analyse des politiques et les limites des systèmes de suivi.

Contributions du Partenariat mondial pour l'éducation au financement du secteur

État de la planification sectorielle au Bangladesh, 2015-2019

En termes absolus, ces dernières années, le gouvernement du Bangladesh a accru ses dépenses en matière d'éducation à tous les niveaux. Le budget alloué à l'éducation est passé d'environ 2,4 à 6,5 millions de dollars américains entre 2011-2012 et 2018-2019. La hausse du budget est attribuable en grande partie à la croissance de l'économie et du budget national. Même si la plus grande part des dépenses publiques en éducation continuait à être consacrée à l'éducation primaire, celles-ci ont tout de même baissé, passant de 48 pour cent en 2013-2014 à 42 pour cent en 2018-2019. Au cours de la dernière décennie, 70 à 75 pour cent des dépenses en éducation ont été consacrées aux coûts de fonctionnement. Entre 2010-2011 et 2015-2016, les dépenses par élève sont passées de 77 à 86 dollars américains au niveau primaire, mais elles ont baissé au niveau secondaire.

Les dépenses de l'éducation au Bangladesh demeurent dans l'ensemble assez faibles par rapport aux besoins et aux dépenses des pays avoisinants, et rien ne laisse croire que la priorité continuera à être accordée à l'éducation, étant donné que sa part dans le PNB et le budget national est demeurée stable. Le Bangladesh consacre environ deux pour cent de son PNB à l'éducation. Ce montant a fluctué au fil des ans, mais est en général stable depuis 2011.

Au Bangladesh, l'aide publique au développement (APD) par habitant a atteint son niveau record en 2017, s'établissant à 23 dollars américains. La nature de l'APD a changé alors que la part consacrée aux prêts s'est accrue pour passer d'un tiers à plus de deux tiers (70 pour cent) entre 2010 et 2017. En termes absolus,

l'APD consacrée à l'éducation a presque doublé entre 2011 et 2017, pour passer de 326 à 624 millions de dollars américains, mais en termes relatifs, elle est demeurée relativement stable à 15 pour cent. La part de l'APD consacrée à l'éducation préscolaire et primaire a chuté pour passer de 60 à 40 pour cent entre 2011 et 2017. Une part de l'APD est alors passée dans le camp de l'éducation secondaire; en chiffres absolus, elle est passée de 200 à 250 millions de dollars américains entre 2011 et 2017, même si cela s'est fait au ralenti et avec un rythme inégal. Dans l'ensemble, le financement international représente au plus 10 pour cent du total du budget consacré au secteur de l'éducation au Bangladesh.

Le recours à un mécanisme unique de financement commun à l'échelle du sous-secteur de l'éducation primaire a permis de mobiliser et d'harmoniser les ressources nationales et internationales. Dans l'ensemble, le PDEP-3 était considéré comme un instrument de financement efficace, malgré des difficultés sur le plan de la gestion financière et de problèmes de rendement qui ont, à l'occasion, empêché des décaissements complets et en temps opportun.

Contributions du Partenariat mondial pour l'éducation

Dans l'ensemble, le rôle du Partenariat mondial pour l'éducation dans l'accroissement du volume et de la qualité du financement national et international a été limité. Les raisons sous-jacentes de cette participation limitée sont les suivantes : a) le Partenariat a accordé exclusivement son soutien à l'enseignement préscolaire et primaire; (b) le soutien du Partenariat représente une faible part du financement sous-sectoriel et sectoriel; et (c) le Bangladesh s'est joint au Partenariat à mi-parcours du PDEP-3, ce qui n'a pas permis au Partenariat d'exercer une influence sur la composition, le fonctionnement ou les objectifs du programme. Le financement accéléré du Partenariat mondial pour l'éducation pour

remédier à la crise des réfugiés rohingyas, acheminé par le biais de l'UNICEF, a été considéré comme une utilisation catalytique des fonds et a servi de point de référence aux autres partenaires de développement.

Ce que cela signifie pour le Partenariat mondial pour l'éducation

La mise en œuvre du modèle du Partenariat mondial pour l'éducation peut se révéler problématique si la mise en commun des fonds et les obligations d'harmonisation sont déjà un fait établi et que la majorité du budget alloué à l'éducation est fourni par l'État. L'influence du Partenariat sur le financement de l'éducation risque d'être inversement proportionnelle à la capacité du gouvernement de s'autofinancer.

Contributions du Partenariat mondial pour l'éducation à la mise en œuvre du plan sectoriel

État de la mise en œuvre du plan sectoriel au Bangladesh

En raison de la portée variable et du détail des activités de suivi et de production de rapports durant la mise en œuvre du PDEP-3 révisé, il a été impossible d'effectuer une évaluation complète de sa mise en œuvre. Quoi qu'il en soit, les données disponibles permettent de conclure que la plupart des objectifs des sous-volets du PDEP-3 ont été atteints. Citons, parmi les interventions prévues dans le cadre du PDEP-3, la production et la distribution en temps opportun de manuels scolaires sans frais pour le niveau primaire, la révision du programme d'enseignement primaire, l'introduction d'un nouveau diplôme en enseignement et de nouvelles méthodes d'apprentissage et des services d'enseignement

dans les écoles primaires publiques et les écoles nouvellement nationalisées.

Certaines interventions prévues ont été retardées ou réalisées en partie seulement, en raison d'entraves à la mise en œuvre et de capacités limitées en matière de gestion, du niveau des engagements politiques, de l'ambition des objectifs, de contextes changeants et de la faible capacité de coordination parmi les organismes d'exécution gouvernementaux.

Contributions du Partenariat mondial pour l'éducation

Le budget de 100 millions de dollars américains de l'ESPIG 2015-2017 a contribué à la réduction du déficit de financement du PDEP-3 révisé. L'ESPIG a compté pour 1 pour cent du budget. Le soutien financier du Partenariat mondial pour l'éducation, à titre de contribution au financement commun du PDEP-3, a été amalgamé à d'autres sources de financement et, de ce fait, il est impossible d'attribuer des résultats spécifiques au Partenariat. Il est difficile d'identifier les contributions spécifiques du Partenariat mondial pour l'éducation à la mise en œuvre du PDEP-3 révisé en raison des mécanismes de financement commun et de suivi harmonisé. Il n'existe aucune preuve que le soutien non financier du Partenariat a contribué à la mise en œuvre du plan, compte tenu d'un aval et d'un soutien importants de la part des partenaires de développement envers le PDEP-3 et d'une harmonisation soutenue, avant même que le Bangladesh ne se joigne au Partenariat.

Ce que cela signifie pour le Partenariat mondial pour l'éducation

Le cas du Bangladesh révèle que l'influence du Partenariat mondial pour l'éducation sur la mise en œuvre a un rapport direct à son degré d'influence sur la conception du plan. Étant

donné que le Bangladesh s'est joint au Partenariat mondial pour l'éducation à mi-chemin de la mise en œuvre du PDEP-3 et que la majeure partie du financement était accordée par le gouvernement du Bangladesh et d'autres partenaires de développement, le Partenariat n'a pu jouer qu'un rôle limité dans l'amélioration de la qualité de la mise en œuvre.

Facteurs affectant le changement, autres que les contributions du Partenariat mondial pour l'éducation

Parmi les facteurs qui ont eu une influence positive sur le changement dans les domaines décrits ci-dessus, on peut citer (i) une tradition de planification et l'harmonisation dans une large mesure des ententes de financement commun au niveau primaire; (ii) une forte appropriation du gouvernement du Bangladesh du programme d'éducation primaire; (iii) des mécanismes de consultation et de suivis bien établis au niveau primaire avec une forte participation des partenaires de développement; (iv) la stabilité du contexte politique et une forte croissance économique; (v) une hausse du salaire des fonctionnaires, les enseignants représentant la majeure partie de la fonction publique; et (vi) la décision du gouvernement du Bangladesh, en 2013, de nationaliser 22 632 écoles primaires privées.

Parmi les facteurs qui ont eu une influence négative sur le changement, on peut citer (i) la faible mobilisation des revenus internes du Bangladesh dont l'assiette fiscale génère peu de revenus; (ii) le statut de pays à revenu moyen inférieur du Bangladesh; (iii) une baisse récente de la participation de la société civile et le fait que le gouvernement du Bangladesh préfère de plus en plus des engagements bilatéraux au niveau primaire; (iv) le fractionnement du secteur de l'éducation en sous-secteurs; (v) une réorientation des priorités des partenaires de développement au Bangladesh.

Changements au niveau du système

Changements au niveau du système

Au cours de la période d'évaluation 2011-2019, le système éducatif présente des améliorations dans les domaines suivants :

Accès et équité

- Le nombre d'écoles primaires a augmenté pour passer de 89 712 en 2011 à 134 147 en 2018.
- Construction de 46 556 installations sanitaires entre 2011 et 2018 et une proportion plus élevée d'écoles primaires publiques et d'écoles nouvellement nationalisées comportant des toilettes séparées pour les filles (52,5 pour cent en 2016 contre 31 pour cent en 2010).
- Entre 2009 et 2018, plus de 3 millions d'élèves du primaire ont bénéficié du programme d'alimentation scolaire du gouvernement du Bangladesh; la première ébauche de la politique nationale sur l'alimentation scolaire date de 2017.
- À partir de 2017, 13 millions d'élèves du primaire et 4,1 millions d'élèves du secondaire ont bénéficié d'allocations du gouvernement du Bangladesh.
- Élargissement de l'accès à l'enseignement préscolaire de 81 pour cent en 2011 à 99,5 pour cent dans les écoles primaires publiques et les écoles nouvellement nationalisées.
- Augmentation du nombre d'enseignantes du primaire.
- Traduction de manuels préscolaires et pour la première année primaire dans cinq langues autochtones.

- Adoption en 2014 de la Loi sur l'éducation non formelle et en 2011 de la Politique nationale sur le développement des compétences.
- Lancement du projet pilote « Second Chance Education » (Éducation de la deuxième chance) qui a rejoint 100 000 enfants non scolarisés.

Qualité

- Introduction d'un nouveau programme pédagogique basé sur les compétences pour les années 1 à 5 et élaboration de nouveaux guides de l'enseignant et manuels scolaires.
- Occasions de perfectionnement professionnel pour les enseignants du niveau primaire, notamment par l'introduction d'un nouveau diplôme en enseignement.
- Recrutement de 100 000 nouveaux enseignants, dont plus de 37 000 enseignants du niveau préscolaire entre 2011 et 2017.
- Réduction du ratio d'élèves par enseignant au niveau primaire de 45 pour 1 à 25 pour 1 entre 2011 et 2018.
- Approbation en 2012 d'un nouveau programme préscolaire, élaboration de nouveau matériel didactique et formation de deux semaines pour au moins 22 000 enseignants du niveau préscolaire.
- Adoption en 2013 de la politique de développement de la petite enfance et de lignes directrices pour les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux afin de favoriser des partenariats plus efficaces et de définir des normes de qualité communes.

Gouvernance et gestion sous-sectorielles

- Entre 2012 et 2016, la proportion d'écoles primaires publiques et d'écoles nouvellement nationalisées à préparer des

plans d'amélioration de l'enseignement primaire (SLIP) et à recevoir du financement est passée de 27 à 90 pour cent, et la couverture des plans pour l'enseignement primaire dans les upazilas (UPEP) a augmenté de 50 à 252 upazilas.

- Essai d'un système de suivi électronique au niveau scolaire pour 40 upazilas
- Évaluations nationales semestrielles des élèves de la 3^e et de la 5^e années en bangla et en mathématiques depuis 2011, et évaluation des apprentissages dans les institutions secondaires pour la 6^e et la 8^e années en anglais, en bangla et en mathématiques depuis 2015.

Liens probables entre la mise en œuvre du plan sectoriel et les changements au niveau du système

La mise en œuvre du PDEP-3 a été l'élément moteur permettant la réalisation de la majorité des changements identifiés au niveau du système au Bangladesh. On peut attribuer en partie la réalisation de certains changements à des projets distincts menés parallèlement au PDEP-3. Notons des formations pour enseignants, la construction de salles de classe préscolaires, l'allocation de bourses et l'instauration d'un programme d'alimentation scolaire.

Ce que cela signifie pour le Partenariat mondial pour l'éducation

On doit la mise en œuvre relativement réussie du PDEP-3 en grande partie à des facteurs autres que ceux qui sont directement ou indirectement liés au soutien accordé par le Partenariat mondial pour l'éducation. Parmi les facteurs clés qui ont renforcé le secteur de l'éducation, on retrouve l'efficacité du PDEP-3, une capacité nationale suffisante et l'aval de l'État, le niveau de

financement et l'harmonisation des partenaires de développement. Le Partenariat mondial pour l'éducation doit participer directement dès que s'amorce le développement d'un plan, ce qui comprend son financement, afin de pouvoir exercer une influence directe sur le renforcement du secteur de l'éducation. Qui plus est, étant donné que le soutien du Partenariat mondial pour l'éducation porte généralement sur des initiatives précises (contrairement à l'approche de financement commun au Bangladesh), il se retrouve face à un problème de coordination ou de liaison quand vient le temps de s'assurer que la mise en œuvre du plan est harmonisée afin d'éviter les recoupements et les doublons, ce qui nuirait à son efficacité.

Résultats d'apprentissage et équité

De 2011 à 2019, le système éducatif préscolaire et primaire au Bangladesh a enregistré des progrès en matière d'accès, d'égalité des sexes et d'équité. Il reste, cependant, beaucoup à faire en termes de qualité. Celle-ci est mesurée par les résultats au niveau primaire qui ont décliné dans certains cas et par une proportion significative d'élèves du secondaire qui réussissent moins bien qu'ils ne le devraient à leur niveau.

Les indicateurs qui se sont améliorés au cours de la période d'examen sont les suivants :

- **Inscriptions au niveau préscolaire** : Hausse du nombre d'élèves qui sont passés de 1,2 million en 2010 à 3,5 millions en 2018 et hausse du TBS de 24,7 pour cent en 2011 à 40,3 pour cent en 2017. Au cours de la même période, l'IPS est passé de 0,97 à 1,03.
- **Inscriptions au niveau primaire** : Hausse du nombre d'élèves qui sont passés de 16,9 millions en 2010 à 17,3 millions en 2018. Au cours de la même période, le TBS est passé de 101,5 à 114,2 pour cent.

- Entre 2011 et 2018, le **taux de redoublement au primaire** a chuté pour passer de 11,1 pour cent à 5,4 pour cent, alors que le **taux d'abandon** a chuté pour passer de 29,7 pour cent à 18,6 pour cent. Le taux de redoublement a baissé pour passer de 10,6 pour cent à 5 pour cent chez les filles et de 11,6 pour cent à 5,8 pour cent chez les garçons.
- **Taux de redoublement au secondaire** : Le taux de redoublement a baissé pour passer de 2,9 pour cent en 2010 à 2,1 pour cent en 2016.
- **Taux d'achèvement au primaire et au secondaire** : Le taux brut d'admission pour la dernière année du primaire est passé de 65,6 pour cent en 2010 à 118,6 pour cent en 2017. Au cours de la même période, l'IPS est passé de 1,12 à 1,07. Au secondaire, le taux de redoublement a baissé pour passer de 58,2 pour cent en 2011 à 77,6 pour cent en 2017.
- **Inscriptions au niveau secondaire** : Entre 2011 et 2018, le TBS est passé de 61,9 pour cent à 75,3 pour cent, alors que le TNS est passé de 56,5 pour cent à 69,4 pour cent.
- Le **nombre d'enfants non scolarisés du niveau primaire** a baissé pour passer de 841 000 en 2010 à 753 000 en 2017.
- Le **nombre d'élèves ayant des besoins spéciaux** au niveau primaire a augmenté entre 2013 et 2018 pour passer de 12 147 à 25 381.
- Entre 2011 et 2014, la réduction de l'écart des inscriptions au niveau primaire entre le quintile supérieur et le quintile inférieur des foyers est passée de 22 pour cent à 8 pour cent.
- Le taux de transition entre le primaire et le secondaire est demeuré stable dans l'ensemble avec une légère hausse pour passer de 95,1 pour cent en 2011 à 96,3 pour cent en 2018.

Les **évaluations nationales semestrielles des élèves du primaire** menées depuis 2011 ont donné des résultats assez faibles dans l'ensemble. On n'a remarqué aucune amélioration et, dans certains cas même, un recul en bangla et en mathématiques chez les élèves de la 3^e et de la 5^e années, exception faite des résultats en bangla pour la 3^e année. Des disparités d'apprentissage subsistent. Elles sont basées sur le statut socio-économique, le type d'école et la zone géographique.

Les résultats des **évaluations des apprentissages dans les institutions secondaires** indiquent qu'un pourcentage important d'élèves du secondaire réussissent moins bien qu'ils ne le devraient à leur niveau, tout particulièrement en anglais de 6^e année.

Liens probables avec les changements observés au niveau du système

La hausse du nombre d'inscriptions aux niveaux préscolaire et primaire est vraisemblablement liée à l'ajout d'une année d'enseignement préscolaire dans presque toutes les écoles primaires publiques et écoles nouvellement nationalisées, à l'introduction de programmes de bourse et d'alimentation scolaire et à la construction de nouvelles écoles, même dans les zones éloignées.

On observe toutefois moins d'éléments attestant que les changements au niveau du système ont contribué à réduire le nombre de redoublements, d'abandons et d'enfants non scolarisés et à améliorer les taux d'achèvement au niveau primaire. Les données manquent pour déterminer si la plupart des améliorations au niveau du système, liées à la qualité et à la gestion sectorielle, ont eu ou auront une incidence sur les améliorations signalées au niveau de l'impact.

Ce que cela signifie pour le Partenariat mondial pour l'éducation

Le degré variable d'amélioration en matière d'accès, d'équité et d'apprentissage soulève certains enjeux relativement à la nature de la conception du plan et de sa mise en œuvre. Cependant, étant donné que le PDEP-3 a été conçu avant que le Bangladesh ne se joigne au Partenariat mondial pour l'éducation, le soutien de ce dernier n'a joué aucun rôle dans la conception. L'exemple du Bangladesh démontre que le Partenariat mondial pour l'éducation doit conclure des ententes assez tôt pour s'assurer que les objectifs de qualité soient entièrement intégrés dans des mesures de planification et de mise en œuvre harmonisées.

Conclusions et observations générales

Les contributions du Partenariat mondial pour l'éducation

Dans l'ensemble, la principale contribution du Partenariat mondial pour l'éducation s'est traduite par la décision du gouvernement du Bangladesh d'adopter un PSE complet. Bien que l'évaluation ait démontré une faible contribution au financement et au suivi sectoriels, on remarque quand même, dans une moindre mesure, une contribution au dialogue sectoriel et à la mise en œuvre du plan sectoriel. Le rendement du Partenariat mondial pour l'éducation est vraisemblablement lié au fait que le Bangladesh s'est impliqué à mi-chemin dans la mise en œuvre du PDEP-3. Soulignons aussi un niveau d'harmonisation important déjà en place, une appropriation gouvernementale et le fait que le Bangladesh s'appuie depuis longtemps sur des mécanismes de planification, de dialogue et de suivi au niveau sous-sectoriel.

De plus, le cas du Bangladesh révèle qu'une supposition implicite de la théorie actuelle du changement, selon laquelle depuis l'adhésion du pays au Partenariat mondial pour l'éducation, les parties prenantes sur le terrain ont compris que la nature de l'organisme en était une de partenariat et qu'elle englobait des ententes connexes visant la poursuite commune de certaines normes de qualité pour le secteur de l'éducation dans son ensemble, ne s'est pas vérifiée.

Bonnes pratiques émergentes

L'équipe d'évaluation a relevé les « bonnes pratiques » suivantes qui pourraient intéresser d'autres pays en développement partenaires :

- L'approche de financement commun, combinée à un plan stratégique national et pluriannuel, permet de parvenir à une approche plus systématique de la planification et du financement en éducation.
- C'est en faisant preuve d'un leadership fort que le gouvernement, en assurant une planification pluriannuelle au sens large, combinée à une approche consolidée du soutien de l'État et de l'aide publique au développement, peut offrir un programme plus efficace et efficient.
- Une approche de financement axée sur les résultats augmente l'éventualité que des changements positifs soient apportés au système éducatif, dans une large mesure en raison d'une harmonisation des mesures de rendement parmi les partenaires de développement.

Questions stratégiques pour le Partenariat mondial pour l'éducation

- 1) Dans quelle mesure le Secrétariat du Partenariat utilise-t-il l'actuel modèle de

- prise de décision de l'ESPIG pour recommander aux pays en développement partenaires de se concentrer sur les questions prioritaires traitées par le Partenariat et améliorer la qualité de l'enseignement?
- 2) La mesure de la quantité générale du financement intérieur de l'éducation comparée à la cible prédéterminée de 20 pour cent (plutôt que sa qualité ou son efficacité) du Partenariat mondial pour l'éducation convient-elle à tous les pays? Est-il réaliste d'obliger certains pays à rendre des comptes alors que d'autres pays (notamment les pays fragiles et les pays en proie à un conflit) disposent d'une plus grande marge de manœuvre?
 - 3) Étant donné le très faible pourcentage de l'aide publique au développement pour l'éducation au Bangladesh étant limité par rapport au financement intérieur et, plus particulièrement, par rapport au soutien financier du Partenariat mondial pour l'éducation, quelles sont les éventuelles influences au niveau macro qui pourraient augmenter le financement intérieur de l'éducation afin de combler les déficits reconnus par le gouvernement du Bangladesh?
 - 4) Quelle est ou a été l'influence du Partenariat mondial pour l'éducation, à titre de partenariat complet, sur les questions prioritaires, comme celles des enfants non scolarisés, de l'équité et de la qualité?
 - 5) On tient habituellement pour acquis que le soutien qu'offre le Partenariat mondial pour l'éducation à un pays permet à ce dernier d'obtenir de l'aide publique au développement de la part d'autres organismes. Cette hypothèse ne s'est pas vérifiée au Bangladesh, pour les raisons énoncées plus haut. Mais plus important encore dans le contexte actuel, quelles pourraient être les conséquences pour le Partenariat mondial pour l'éducation si plusieurs partenaires de développement majeurs se retiraient du PDEP-4 au Bangladesh?
 - 6) Quelle serait la contribution de futurs PSE et ASE sur l'actuelle approche pluridimensionnelle de la planification sectorielle en éducation?
 - 7) Comment le Partenariat mondial pour l'éducation, à titre de partenaire, peut-il améliorer les données statistiques sur l'éducation dans un pays comme le Bangladesh dont les systèmes de production de rapports sont fragmentés?
 - 8) Dans le contexte d'un financement commun, l'approche du PDEP-3 qui consiste à accorder du financement et à associer le suivi des résultats au niveau primaire à l'atteinte d'indicateurs liés aux décaissements était-elle la manière la plus efficace pour assurer la qualité de l'éducation à long terme?
 - 9) Les processus de planification et la mise en œuvre subséquente d'une ASE ou d'un PSE ainsi que d'un ESPIG potentiel risquent-ils de dupliquer des éléments du PDEP-4 déjà en place?
 - 10) Comment peut-on favoriser une plus grande participation de la société civile dans la planification sectorielle et le dialogue en éducation, et est-ce possible?
 - 11) Les rôles du responsable-pays et de l'agence de coordination sont-ils suffisamment discrets, compte tenu de la nature du financement commun de l'éducation primaire au Bangladesh? Les données tirées de l'expérience avec le Bangladesh semblent indiquer que l'efficacité de l'agence de coordination est attribuable, en grande partie, à sa volonté d'assumer un rôle moteur dans la relation nouée avec le Partenariat mondial pour l'éducation. Au Bangladesh, la tradition veut qu'il y ait une dualité de fonctions de coprésidence du groupe consultatif local sur l'éducation (ELCG) et de l'agence de coordination, ce qui a pu contribuer à officialiser le rôle de cette dernière, réduisant du fait même la nécessité

de veiller à ce qu'une agence de coordination soit entièrement disposée à exercer ce rôle important à part entière, dans le cadre du partenariat. Il peut valoir la peine, dans le cadre de discussions stratégiques plus approfondies menées par le Partenariat mondial pour l'éducation en 2020, d'évaluer la perception de l'organisme comme partenariat aussi bien dans le monde que dans les pays en développement partenaires. Une analyse comparative entre les pays en développement partenaires permettrait de comprendre si la perception qu'ont certains pays, comme le Bangladesh, du Partenariat mondial pour l'éducation (p. ex., à titre de bailleur de fonds ou de partenaire) est propre au pays, comme dans le cas qui nous intéresse, ou si elle doit être considérée sous un angle plus stratégique.

- 12)** Comment renforcer le rôle du responsable-pays dans un contexte d'activités de financement commun, comme au

Bangladesh, compte tenu de la tendance générale des responsables-pays à ne pas s'impliquer directement? Bien qu'on ne puisse raisonnablement envisager de nommer un responsable-pays pour chaque pays concerné, on est en droit de se demander s'il n'existe pas des mécanismes de rechange qui pourraient remplacer immédiatement le modèle actuel?

- 13)** Bien que le Partenariat mondial ait accordé un financement pour l'éducation afin de préparer une ASE, un PSE et, éventuellement, un ESPIG, quels mécanismes pourraient être envisagés pour décaisser un financement futur de l'ESPIG? La question du double emploi et du chevauchement sera au centre de cette réflexion, tout comme la question des priorités potentiellement divergentes entre un nouveau PSE et le cadre de planification actuel du PDEP-4.